

# Feux de forêt : quand l'université travaille pour l'ONU

Le chercheur y a été nommé au printemps de l'année 2018, la présence de Jean-Louis Rossi au sein d'un groupe d'experts des Nations Unies consacré aux risques contribue incontestablement au rayonnement international de l'Université de Corse. Elle va même jusqu'à élever le campus cortenais au rang de référence sur la problématique des feux de forêt. Le récent rapport largement diffusé par l'ONU sur la question des « feux extrêmes » en apporte une nouvelle démonstration. Le document est le fruit d'une commande des Nations Unies au mois de mars dernier. Jean-Louis Rossi avait alors été désigné pour coordonner cette étude, une responsabilité qui lui donnait carte blanche



Moins de superficies brûlées au cours des 50 dernières années, mais plus de feux extrêmes, c'est ce que révèle notamment le rapport, soulignant qu'il s'agit d'un phénomène mondial.

STÉPHANE GAMANT

pour y associer les compétences qu'il jugeait nécessaires. L'idée était de rendre un rapport plus technique que scientifique, à l'attention des forces opérationnelles et des pouvoirs publics, sur ce sujet bien ciblé des feux à fortes intensités générateurs de catastrophes partout dans le monde.

Le maître de conférences de l'Université de Corse a alors fait appel à quelques membres de son équipe, en l'occurrence Thierry Marcelli, François-Joseph Chatelon et la doctorante Carmen Awad. Jean-Louis Rossi a également sollicité des chercheurs travaillant en Allemagne, Slovaquie, Italie, Croatie, ainsi que le Corse Albert Simeoni qui travaille aux États-Unis depuis

plusieurs années. « L'ONU nous a demandé une étude fine pour que cette démarche débouche vraiment sur des solutions techniques », explique le coordonnateur de la démarche collective, laquelle s'est attachée à cerner un phénomène préoccupant et d'ampleur mondiale.

## Un rapport diffusé à l'échelle internationale sur des feux générateurs de catastrophes

Les changements climatiques, leurs conséquences socio-économiques, la désertification des territoires sur lesquels le risque d'incendie s'accroît, les mouvements de populations qui s'installent sur les zones périurbaines, tels sont les grands facteurs de risques autour desquels s'est construit le rapport préparé pendant la période du confinement.

« Ces trois facteurs ont été démontrés scientifiquement avec une importante recherche bibliographique qui s'appuie sur 127 références, confie Jean-Louis Rossi. Il est question d'une période de sécheresse qui va s'élargir, d'une zone mondiale classée à risque qui va s'étendre vers le nord. Ce qui veut dire que ceux qui sont chargés de la lutte vont devoir

travailler plus longtemps, sur une superficie plus étendue ». Le rapport va plus loin, jusqu'à souligner ce qui peut ressembler à un paradoxe.

L'analyse des dégâts occasionnés par le brasier ravageur mérite en effet la plus grande attention. « On sait que sur ces 50 dernières années, la superficie des feux a diminué, poursuit le chercheur, mais que les feux à très forte intensité sont plus nombreux. Il est également démontré que ces feux dépassent un seuil critique au-delà duquel les moyens de lutte ne peuvent plus attaquer, et que 2 % d'entre eux provoquent des catastrophes. En clair, ces feux méritent aujourd'hui la plus grande attention ».

La Corse et l'ensemble du bassin méditerranéen sont bien sûr au cœur de cette problématique, l'étude des chercheurs a pourtant démontré que de nombreux autres pays étaient tout autant concernés, certains ayant développé ce que le rapport désigne comme des « bonnes pratiques ». « C'est le cas au Portugal, en Turquie, en Allemagne ou encore aux États-Unis. Les ressources agricoles y sont notamment employées pour minimiser le risque ».

L'ONU semble avoir cerné l'importance du travail des 12 scientifiques au point de le diffuser à l'échelle internationale,



Expert au sein d'une commission « risques » à l'ONU depuis plus de deux ans, le chercheur cortenais Jean-Louis Rossi a piloté un rapport que les Nations Unies ont largement diffusé.

JEANNOT FILIPPI

y compris en Corse où tous les pouvoirs publics sont destinataires du document riche en textes, graphiques, statistiques et photographies. Il donne aussi des recommandations, préconisant une politique plus globale

et généralisée, au service d'une idée que le monde scientifique martèle depuis longtemps déjà : l'intérêt d'associer plus que jamais la prévention, la lutte... et la science.

NOËL KRUSLIN